

REPUBLIQUE FRANCAISE



Commune de Saint-Jean-le-Vieux

Dossier n° DP 001 363 23 A 0013

Date de dépôt : 10 mars 2023

Demandeur : **Mme DESMIDT Isabelle**

Objet : **la construction d'une piscine  
de 7m x 3.5m x 1.40 m**

Adresse terrain : **339, Chemin de la Longeraye  
01640 SAINT JEAN LE VIEUX**

Cadastre : **section ZC n° 468 – 962 m<sup>2</sup>**

### ARRETÉ

#### Portant retrait d'une déclaration préalable au nom de la commune de Saint-Jean-le-Vieux

**Le Maire de Saint-Jean-le-Vieux,**

Vu la demande de déclaration préalable dont l'objet est la construction d'une piscine de 7 m x 3.5 m x 1.40 m, déposée le 10 mars 2023 par Mme DESMIDT Isabelle demeurant au 339, Chemin de la Longeraye – 01640 SAINT JEAN LE VIEUX sur un terrain size 339, Chemin de la Longeraye – 01640 SAINT JEAN LE VIEUX, cadastré section ZC n°468,

Vu l'objet de la demande :

- pour la construction d'une piscine de 7m x 3.50m x 1.40 m
- sur un terrain situé au 339, Chemin de la Longeraye, à Saint-Jean-le-Vieux (01640) ;  
cadastré section ZC n° 468 pour une superficie de 962 m<sup>2</sup>

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'arrêté l'accord tacite pour la déclaration préalable n° 001 363 21 A 0059

Vu la demande de retrait du 29 mars 2023

### ARRETE

#### ARTICLE UNIQUE

La déclaration préalable n° 001 363 23 A 0013 est retirée.

Saint Jean le Vieux, le 6 avril 2023  
Le Maire,

Christian BATAILLY

**Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification.** A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'Etat. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

**Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 24 mois à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée pour une année si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

**Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

**Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

**Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.